

LE DÉVELOPPEMENT : AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS

Le 15 décembre dernier, lors de l'Assemblée générale de la FFTT, le président Gérard Velten était questionné par un délégué de ligue sur un sujet qui semble devenir, sinon une urgence, tout au moins une priorité : le développement du tennis de table.

"La lettre d'information" a souhaité s'approprier cette question: "Mais que fait la fédération pour se développer ?" et la poser sans détour à Gérard Velten. Voici sa réponse.

***La lettre d'info :** Monsieur le Président, pourquoi le développement du tennis de table doit-il devenir une préoccupation ? Serait-ce du fait de la baisse des effectifs enregistrée en fin de saison 2006-2007 ?*

Gérard Velten : Vous venez de mettre exactement le doigt sur l'impérieuse nécessité dans laquelle nous sommes maintenant de mettre en place un programme de développement. Si les effectifs ne reprennent pas leur progression, nous aurons à nous poser des questions quant au fonctionnement de notre fédération.

Ce fonctionnement est cependant tel qu'il y a un certain nombre de domaines, plus éloignés du développement stricto sensu, mais impossibles à négliger. Outre la gestion de l'activité sportive et administrative, il s'agit d'agir en terme de progression de la professionnalisation, de mise en place de la convention collective, de l'insertion par le sport, du déploiement du programme de formation, etc. Toutes ces actions nécessitent également des moyens et de l'énergie.

De plus, il ne faut pas manquer de rappeler que, suite à la réalisation des grands chantiers fédéraux que furent le Mondial 2003, la construction du siège fédéral, du SPID ou encore de PERF'TT, la priorité numéro un jusqu'à cette saison était avant tout le rétablissement de l'équilibre financier de la fédération. L'objectif a d'ailleurs été atteint.

***La lettre d'info :** Cela voudrait-il dire qu'il n'y a pas eu de politique de développement pendant ce mandat ?*

Gérard Velten : Non bien sûr. Simplement, la politique de développement était basée sur un schéma classique, avec une commission ou un groupe de travail en charge d'un secteur à développer. Exemple, le sport en entreprise, les vétérans, le tennis de table féminin, le développement des clubs... Chaque commission dispose d'un budget destiné au développement de l'activité en question, mais aussi à son fonctionnement. Cependant, dans le budget 2007/2008, c'est un somme de 131 000 euros qui est spécifiquement consacrée au Développement.

Le message que j'ai fait passer dans mon discours d'Assemblée générale est que nous allons mettre en place un autre mode d'appréhension du développement. Un mode qui, pour qu'il soit efficace, reposera sur un plan global. Un plan dans lequel des priorités seront fixées. Nous avons pris conscience que vouloir développer tous azimuts revient à saupoudrer les moyens financiers et les moyens humains, rendant bien moins efficaces les actions entreprises. Il faudra donc faire des choix et ces choix devront être validés par l'Assemblée générale.

La lettre d'info : *A un an des élections, pensez-vous qu'il soit possible d'élaborer un nouveau plan de développement ou faut-il maintenir le statut quo en attendant la prochaine équipe ?*

Gérard Velten : Il faut "prendre son temps sans perdre de temps". Il faut d'abord bien réfléchir et bien poser le diagnostic avant de mettre en œuvre le remède. On ne va pas directement à la solution sans avoir clairement étudié tous les aspects d'un problème.

En réalité, je souhaite que le Comité directeur mette le Développement au centre du congrès fédéral de mai prochain. Ceci nous permettra de recenser les actions déjà mises en place dans les régions en terme de bonne pratique de développement, y compris celles élaborées sur des critères spécifiques, et de s'approprier ce qui est reconnu fonctionner. En un mot, mutualiser les actions "qui marchent".

Le but avoué est qu'au terme du Congrès 2008, nous puissions proposer, comme nous l'avons fait pour la "Communication" à Tours, une politique globale, des objectifs communs mais aussi des outils de développement.

Nous devons élaborer ensemble le plan de développement de la fédération, pas celui du Président, ni du Comité directeur.

Maintenant, comme je l'ai également rappelé, tout cela est bel et bon à condition que les clubs s'approprient les outils en question, qu'ils s'en servent et qu'ils adhèrent aux objectifs de développement. Sinon, tout ça restera du domaine du vœu pieux. C'est pourquoi je tiens absolument à ce que les représentants des ligues et des départements soient complètement associés à la démarche et que le plan de développement fédéral soit issu d'une réelle concertation.

Nous avons d'ailleurs déjà lancé plusieurs opérations, comme celle auprès des joueurs n'ayant pas renouvelé leur licence. Une enquête doit également être lancée auprès des clubs. Les données ainsi recueillies pourront nourrir la réflexion et la discussion du Congrès, une réflexion commune sur laquelle je compte beaucoup.

Quant à l'élection qui se profile au mois de décembre, c'est de toute façon la même fédération qui continuera et c'est globalement la même politique, à quelques nuances prêt, qui présidera aux destinées du tennis de table. Je pense profondément qu'on est élu (ou pas) sur un projet, pas sur un bilan, si flatteur soit-il.

Ce que nous mettrons en place et le plan de développement que nous proposerons, sera de toute façon, à mon avis, repris par l'équipe suivante, quelle qu'elle soit par ailleurs.

La lettre d'info : *Comment voyez-vous la mobilisation des clubs autour de ce sujet, sachant que malheureusement les dirigeants sont de plus en plus sollicités, ne serait-ce que par la gestion quotidienne de leur association ? Pensez-vous que les ligues et les départements joueront leur rôle de transmetteur de la politique fédérale ?*

Gérard Velten : Sur la mobilisation, je n'ai *a priori* pas de doute quant à la volonté des représentants des ligues et des départements d'accompagner la démarche puisque nous l'aurons élaborée ensemble. Par contre, nous ne pouvons pas, même avec la meilleure volonté du monde, nous substituer aux clubs. Ni les comités, ni les ligues, ni nous-mêmes

ne pouvons agir à leur place. La seule démarche possible, et que je me propose de mettre en place, est d'aller vers les clubs et non pas d'attendre que ces derniers viennent à nous.

La précédente politique de développement des clubs, élaborée dans le meilleur esprit, n'a pourtant pas suffisamment fonctionné, la stagnation de nos effectifs en est la preuve. Nous avons pensé que les clubs viendraient avec leur projet de développement et que nous allions les accompagner. En réalité, cela ne s'est pas passé ainsi. Nous allons donc inverser les données, en contactant, via les ligues et les départements, les clubs que nous aurons repérés, qui auront des potentialités et qui surtout auront la volonté de se développer.

La lettre d'info : *Aujourd'hui, la tendance chez certains pratiquants n'est plus de jouer en compétition, mais plutôt le sport-loisir, le jeu "à la carte". Pensez-vous que c'est un axe à développer en priorité, viser de nouveaux publics ?*

Gérard Velten : Ce n'est pas compliqué de constater, par rapport au nombre de tables vendues par année en France et dont nous avons des statistiques précises, que nous sommes entre 2,5 et 3 millions à jouer au ping-pong. Cette année, nous avons réussi à attirer dans nos clubs environ 180.000 personnes. La différence est considérable et c'est là qu'est notre marge de progression. Tous ne souhaiteront pas pratiquer un loisir organisé. Nous devons donc avoir une activité différente à leur proposer. Un joueur loisir mettant le pied dans un club c'est, potentiellement, quelqu'un qui demain pourra être intéressé par une autre offre, l'offre compétition.

Pour l'instant, cette offre "compétition" est souvent la seule que nous proposons à tout nouveau pratiquant et aujourd'hui ce n'est plus suffisant. La société a considérablement évoluée depuis ces 20 dernières années et la bonne vieille recette de mobilisation autour de l'équipe fanion du club, ne suffit plus, si l'on n'est pas "mordus", ou fans de tennis de table de compétition.

L'offre de loisir sportif est suffisamment large aujourd'hui pour que nous aussi nous puissions y réfléchir. Cela veut dire l'accueil, cela veut dire l'encadrement, cela veut dire aussi s'intéresser davantage à ce qui se passe dans le sport en famille. Les nouveaux pratiquants veulent venir quand ça leur plaît, que la salle soit ouverte, c'est évident, mais aussi qu'on les conseille, qu'on les encadre en quelque sorte, mais pas comme des joueurs de compétitions.

Ce créneau que, bizarrement, nous n'avons pas encore développé est pourtant notre créneau d'origine. Il nous a même handicapé pendant longtemps vis-à-vis des autorités gestionnaires du sport en France qui nous collaient cette image de sport sympa, gentil, de loisir. Il faudrait donc que nous nous souvenions d'où nous venons pour pouvoir en tirer profit.

La lettre d'info : *Croyez-vous aux formules magiques ?*

Gérard Velten : Non ! Comme il est dit dans un hymne célèbre, je ne pense pas qu'il y ait de " sauveur suprême ", je ne pense pas qu'il y ait de recette magique non plus, ni même d'hommes ou de femmes providentiels qui apporteraient LA solution.

C'est seulement de la réflexion commune que peuvent émerger pistes et solutions.

C'est un ensemble de volontés que l'on doit affirmer, afficher, mettre en œuvre. Et surtout, c'est convaincre, convaincre, convaincre les clubs. Nous ne travaillons pas à côté d'eux, il n'y a pas deux fédérations, celle du loisir et celle du sport de compétition, il y a une seule fédération qui doit gérer les deux aspects de son activité. C'est ça la conclusion et ça reste notre priorité.